

De la base au sommet : L'organisation des normes juridiques.

Traités ou accords
internationaux et
normes européennes



Constitution



Lois et textes à valeur
de lois.



Actes réglementaires
(règlements)



Circulaires

La Convention Européenne a un effet direct sur le droit belge, ainsi que pour des normes imposées. Celui qui n'obtient pas gain de cause devant les tribunaux belges et par les recours existant en Belgique peut s'adresser aux cours européennes qui obligent l'Etat membre à appliquer son arrêt.

La Constitution donne les règles fondamentales qui déterminent le fonctionnement et l'organisation des institutions. Elle donne les droits et libertés fondamentales, et par exemple : qui a le pouvoir de créer les lois et les exécuter. Elle est la règle au-dessus de toutes les autres qui dépendent de leur conformité à la Constitution.

L'Etat Fédéral crée des **lois** qui fixent les règles en ce qui concerne le droit pénal (sanctions par l'Etat), le droit civil (litiges entre privés), le droit des familles, le droit judiciaire, le droit administratif et public,...

Les Entités Fédérées : Les **Communautés** créent les **Décrets** pour la culture, enseignement, emploi des langues et les **Régions** pour l'aménagement du territoire, l'environnement, tourisme, politique de l'eau, logement... **Bruxelles-Capitale** crée les **Ordonnances**.

Les Entités décentralisées :

Les **Provinces** font les **règlements** d'administration et les **ordonnances de police** au niveau provincial. Les **Communes** s'occupent des **actes administratifs** et **ordonnances de police** à leur niveau.

Les circulaires sont des notes explicatives sur une loi pour les agents de l'administration écrites par un supérieur hiérarchique et n'ont pas de valeur juridique.

La **Cour d'Arbitrage** contrôle, annule ou suspend les lois, décrets et ordonnances, s'il y a conflit entre eux et s'ils ne sont pas conformes à la constitution. Le **Conseil d'Etat** annule ou suspend les arrêtés royaux et ministériels (actes administratifs) où contraire à une norme légale.

La Jurisprudence : autre source de droit

On appelle « jurisprudence » l'ensemble des décisions de justice publiées qui interprètent, précisent et, parfois, complètent les textes de droit.

La jurisprudence est l'ensemble des décisions de justice dans l'application du Droit (*normes européennes, lois, ordonnances, décrets, règlements*), dans l'interprétation de la loi quand celle-ci est obscure, dans l'application; ou même dans la création du Droit quand il faut compléter la loi (suppléer une règle qui fait défaut)

Le juge peut également analyser d'autres décisions qui ont été prises dans un cas similaire, mais il n'est pas obligé de prendre sa décision sur base de cette jurisprudence.

Une banque de données « Jurisprudence » existe sur internet et de même pour la loi (en beaucoup plus approfondie).

Elle permet d'avoir accès aux textes de jurisprudence de la Cour de Cassation, de la Cour d'arbitrage, des Cours d'appel, des Cours du travail, de la Commission d'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence, de la Commission pour la protection de la vie privée, des tribunaux de première instance et des tribunaux du travail.

Le texte doit d'abord être examiné en Cours de Cassation pour être ensuite reconnu comme une jurisprudence.

La doctrine

C'est l'ensemble des avis et interprétations des lois écrits par des juristes.
Ils se basent sur la loi, la jurisprudence et font une analyse complète de l'ensemble.
Une doctrine n'est pas un droit pur et peut-être contestée.

www.moniteur.be
www.just.fgov.be